



Rapport Quotidien de Veille sur la RDC

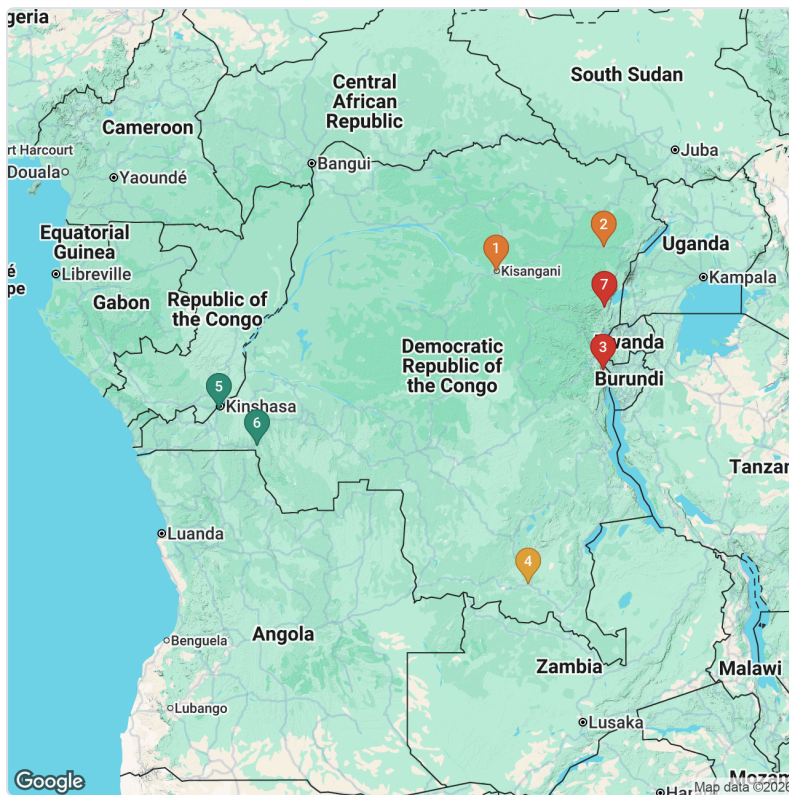
Couvrant 24 Sept 06:00 – 25 Sept 06:00 UTC

Cuivre 14 740 \$/t ▼ -0,17 % | Cobalt 39 640 \$/t → | Étain 54 025 \$/t ▲ +0,28 % | Or 4 261,05 \$/oz ▼ -0,13 % |
Brent 104,32 \$/baril ▼ -2,14 % | CDF par USD 2 270,38 →

Données de marché — clôture de fin de journée · Règlement au comptant LME · Cobalt LME/Fastmarkets · Prix de l'or LBMA PM · Brent ICE premier mois · Taux indicatif BCC · au 25 Septembre 2026. Les prix ont été extraits de la source au moment de la collecte, non générés par modèle.

CARTE DE SITUATION — ÉVÉNEMENTS (DERNIÈRES 24 H)

● SÉCURITÉ ● SANTÉ PUBLIQUE ● EXPLOITATION MINIÈRE ● POLITIQUE ● ÉCONOMIE ● GÉOPOLITIQUE



- 1 **Décès d'Ebola signalé parmi le personnel de santé** — Kisangani
- 2 **Un écolier positif à Ebola décède à Biakato** — Biakato, Mambasa, Ituri
- 3 **Les mineurs artisanaux sont confrontés aux menaces du M23 et de l'armée rwandaise.** — Lomera, Sud-Kivu
- 4 **La fonderie TFM est liée à des pics de SO₂ et à des maladies chez les résidents.** — Fungurume
- 5 **L'opposition dénonce un traitement inégal des marches rivales** — Kinshasa
- 6 **Les enseignants se mettent en grève pour réclamer deux mois de salaires impayés.** — Popokabaka
- 7 **Les mineurs artisanaux menacés et contraints par le M23 et les forces rwandaises** — Rubaya, Nord-Kivu

NIVEAU DE MENACE **CRITIQUE** **HAUT** **ÉLEVÉ** **VIGILANCE** — ainsi que la barre colorée à côté de chaque élément

VÉRIFICATION **CONFIRMÉ** corroboré par au moins deux sources **RAPPORTÉ** source unique



SÉCURITÉ ET CONFLIT

Les mineurs artisanaux de Rubaya et de Lomera sont confrontés aux menaces du M23 et de l'armée rwandaise.

HAUT

Amnesty International a recueilli des témoignages de mineurs artisanaux à Rubaya (territoire de Masisi, Nord-Kivu) et à Lomera, décrivant des actes d'intimidation systématiques, des violences physiques et du travail forcé perpétrés par des combattants du M23 et des militaires rwandais. Un mineur a décrit le corps d'un collègue « couvert de sang » après qu'il a résisté à des exigences. Les mineurs rapportent être contraints d'extraire des minéraux sous la menace d'armes, de céder leur production à des prix inférieurs à ceux du marché et de fuir les sites en cas de refus. Les conclusions d'Amnesty impliquent directement des unités de l'armée rwandaise – et non seulement des supplétifs du M23 – dans ces exactions, venant s'ajouter à un ensemble croissant de preuves d'une implication militaire étrangère dans l'économie minière artisanale de la RDC. Rubaya est l'une des principales zones de production de coltan de la RDC ; ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une campagne plus large menée par Amnesty International pour que le secteur rompe ses liens d'approvisionnement avec le Rwanda (voir la section « Mines »).

RAPPORTÉ

DeskEco



SANTÉ PUBLIQUE

Décès d'Ebola signalé parmi le personnel de santé à Kisangani

ÉLEVÉ

Un médecin est décédé d'Ebola à Kisangani, province de la Tshopo — l'un des rares décès confirmés de travailleurs de santé dans un grand centre logistique urbain depuis le début de l'épidémie actuelle de souche Bundibugyo. Les décès de travailleurs de santé sont un indicateur sentinelle : ils signalent des lacunes dans l'équipement de protection personnelle et les protocoles de contrôle des infections, et menacent directement la main-d'œuvre médicale au moment où elle est la plus nécessaire. Kisangani sert de nœud clé de transport et d'approvisionnement pour l'est de la RDC ; les défaillances du contrôle des infections y créent un risque en aval pour les zones qui en dépendent pour le personnel médical et les fournitures.

RAPPORTÉ

Actualite.cd

Un écolier positif à Ebola décède à Mambasa, Ituri

ÉLEVÉ

Un étudiant testé positif à Ebola est décédé à Biakato, sur le territoire de Mambasa, dans la province d'Ituri. Ce cas illustre une transmission communautaire hors des structures médicales et familiales, suggérant une exposition dans un lieu partagé comme une école, un marché ou un point de transit, où le traçage des contacts est beaucoup plus difficile. L'Ituri demeure l'une des provinces les plus touchées par l'épidémie actuelle. Les cas pédiatriques sont particulièrement préjudiciables aux efforts de riposte, car ils érodent la confiance de la population et diminuent la volonté d'amener les enfants malades dans les centres de traitement d'Ebola.

RAPPORTÉ

Actualite.cd

Suminwa appelle à la solidarité face aux déplacements forcés de population à l'ONU

ÉLEVÉ

S'exprimant lors de la 81e Assemblée générale des Nations Unies à New York, la Première ministre Suminwa a présenté la crise des déplacements de population en RDC comme le fruit d'une défaillance politique et militaire internationale plutôt que d'une faiblesse de la gouvernance intérieure. Elle a appelé à une solidarité concrète – financière, logistique et politique – plutôt qu'à de nouvelles résolutions, soulignant que les millions de personnes déplacées dans l'est de la RDC étaient la conséquence directe d'une agression extérieure restée impunie. Ses remarques visaient implicitement les donateurs occidentaux et le Conseil de sécurité de l'ONU, dont l'incapacité à imposer des coûts au soutien apporté par le Rwanda au M23 constituait, selon elle, un obstacle structurel à la résolution de la crise des déplacements de population.

RAPPORTÉ

Radio Okapi

Les conditions de vie des personnes déplacées de Kigonze se détériorent après les incendies.

ÉLEVÉ

Des incendies ont ravagé le camp de déplacés de Kigonze, dans la province d'Ituri, détruisant abris et effets personnels et laissant des centaines de familles – déjà déplacées par les violences de groupes armés – sans abri ni biens. Les camps de déplacés d'Ituri souffrent d'un manque chronique de ressources : les abris sont généralement des bâches ou des structures temporaires légères qui s'enflamment facilement, et la population des camps dépasse largement les capacités des infrastructures. Les organisations humanitaires évaluent les dégâts et prévoient de lancer des appels d'urgence pour des dons non alimentaires et des matériaux de remplacement pour les abris. Cet incident illustre les risques secondaires et cumulatifs qui caractérisent la vie à long terme des déplacés en Ituri.

RAPPORTÉ Radio Okapi

L'envoyé spécial de l'ONU, Swan, évoque l'insécurité et la riposte à Ebola en Ituri.

ÉLEVÉ

Le représentant spécial de l'ONU James Swan a rencontré les autorités provinciales de l'Ituri à Bunia pour coordonner la réponse aux crises entrecroisées de la province : l'activité persistante des groupes armés — principalement les restes de Codeco et de l'ADF — et l'épidémie d'Ebola active s'étendant sur plusieurs zones de santé de l'Ituri. La visite de Swan reflète la préoccupation de l'ONU selon laquelle l'insécurité contraint directement la réponse à l'épidémie : les équipes de traçage des contacts et les escouades d'inhumation sécurisée ne peuvent pas opérer dans les zones sous contrôle des groupes armés. La réunion n'a produit aucune percée annoncée mais a souligné que l'endiguement efficace de la santé publique en Ituri exige des garanties de sécurité comme condition préalable.

RAPPORTÉ mediacongo.net



CAMPUS ET ÉDUCATION

Les enseignants de Popokabaka se mettent en grève pour réclamer deux mois de salaires impayés.

ÉLEVÉ

Les éducateurs à Popokabaka, province du Kwango, ont lancé une grève indéfinie en raison de deux mois de salaires impayés, interrompant les cours pour des milliers d'étudiants. L'action reflète le problème structurel chronique de la RDC concernant la rémunération des enseignants : les enseignants sont nominalement sur la masse salariale de l'État, mais le versement par les trésoreries provinciales et les comités scolaires locaux est chroniquement peu fiable, particulièrement dans les provinces occidentales éloignées. Les arriérés de salaires de deux à quatre mois sont courants dans tout le système scolaire public de la RDC. La grève aggrave la pression institutionnelle sur la province du Kwango, qui gère simultanément les conséquences du crash aérien du 25 septembre près de Kenge.

RAPPORTÉ Radio Okapi



POLITIQUE ET GOUVERNEMENT

L'opposition dénonce un traitement inégal des marches rivales à Kinshasa

ÉLEVÉ

Les partis d'opposition à Kinshasa ont déposé des protestations formelles après que les forces de sécurité auraient toléré — et dans certains cas participé à — la violence contre les manifestants de l'opposition tandis qu'une marche simultanée pro-gouvernement était protégée et autorisée à se dérouler sans incident. L'opposition a accusé les autorités d'appliquer un double standard explicitement partisan, avec ses manifestants battus ou dispersés tandis que les partisans de la coalition au pouvoir jouissaient d'une escorte policière. L'incident intensifie les tensions avant le processus de dialogue national et fournit des munitions aux critiques qui soutiennent que le gouvernement utilise les services de sécurité comme un instrument politique. Il est également susceptible de figurer dans les demandes de l'opposition pour des observateurs internationaux à tout dialogue futur.

RAPPORTÉ RFI Afrique

Kinshasa lance l'opération « Lisu Pro » pour inspecter les lieux publics

VIGILANCE

Les autorités de la ville de Kinshasa ont lancé l'« Opération Lisu Pro », une opération de conformité des boîtes de nuit, salles d'événements et autres espaces de rassemblement public, visant nominativement la sécurité incendie, la viabilité structurelle et les normes sanitaires. Bien que présentée comme une mesure de sécurité publique, de telles opérations à Kinshasa fonctionnent généralement aussi comme des exercices informels de génération de revenus, les propriétaires de lieux payant les inspecteurs pour éviter les ordres de fermeture. Aucune sanction formelle ou fermeture de lieu n'a été annoncée au lancement. Le calendrier de l'opération — pendant une période de tension politique accrue — est conforme au modèle du gouvernement de la ville consistant à déployer l'application administrative comme démonstration d'autorité.

RAPPORTÉ

mediacongo.net

Dialogue national : Alain Bolodjwa plaide pour la participation des victimes sécuritaires

VIGILANCE

Alain Bolodjwa a plaidé pour que le processus de dialogue national inclue formellement les victimes sécuritaires comme participants, assurant une représentation plus large dans la réconciliation politique.

RAPPORTÉ

mediacongo.net

**POLITIQUE ET DIPLOMATIE****Le Premier ministre Suminwa s'adresse à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la souveraineté et le développement de la RDC.**

ÉLEVÉ

À la 81e Assemblée générale des Nations unies à New York, le Premier ministre Judith Suminwa a présenté des remarques au nom du Président, soulignant l'ambition de la RDC d'être un partenaire souverain dans l'économie mondiale plutôt que simplement un fournisseur de ressources. Elle a appelé à des mesures concrètes plutôt qu'à de nouvelles résolutions, à une représentation africaine plus forte au Conseil de sécurité de l'ONU, et a souligné la souffrance et la dignité du peuple congolais comme moteur de l'action de plaidoyer de la RDC.

CONFIRMÉ

@SuminwaJudith

Le Premier ministre Suminwa rencontre le chef des opérations de la Banque mondiale au sujet du partenariat

ÉLEVÉ

Le Premier ministre Suminwa a tenu une réunion bilatérale avec Anna Bjerde, directrice générale des opérations de la Banque mondiale, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. La discussion s'est concentrée sur le renforcement du partenariat de la Banque mondiale avec la RDC pour soutenir les priorités de développement, créer des opportunités pour les jeunes et accompagner la transformation du pays.

CONFIRMÉ

@SuminwaJudith

La RDC poursuit la conclusion d'un mémorandum commercial avec le Royaume-Uni et d'un accord bilatéral avec l'Ukraine.

ÉLEVÉ

En marge de la 81e Assemblée générale de l'ONU, les responsables de la RDC ont avancé les négociations vers un mémorandum commercial avec le Royaume-Uni et un accord bilatéral distinct avec l'Ukraine. Le cadre britannique devrait couvrir la facilitation du commerce et l'accès aux investissements dans les minéraux critiques de la RDC — conformément à l'effort post-Brexit de Londres pour ancrer les chaînes d'approvisionnement stratégiques — les discussions portant apparemment sur le traitement du cobalt et du cuivre. L'accord avec l'Ukraine reflète l'effort plus large de Kinshasa d'approfondir les liens diplomatiques au-delà des partenaires traditionnels ; sa portée spécifique n'a pas été divulguée. Les deux instruments restent au stade préliminaire des négociations sans date de signature annoncée.

RAPPORTÉ

DeskEco



ÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE

La Cour des comptes lance un audit des opérations de trésorerie à la BCC

VIGILANCE

La Cour des comptes de la RDC a officiellement lancé une mission de contrôle pour auditer les opérations de trésorerie et la gestion financière de la Banque centrale de République démocratique du Congo (BCC) pour l'exercice 2025 – l'une des institutions les plus scrutées du système macroéconomique congolais. La mission évaluera la gestion par la BCC de ses réserves de change, de ses transactions interbancaires et de ses procédures de décaissement. Cet audit, prévu par la Constitution, intervient à un moment opportun compte tenu des pressions actuelles sur la dépréciation du CDF et des récentes interrogations concernant la gestion des flux de devises provenant du secteur minier. Les résultats seront soumis à l'Assemblée nationale.

RAPPORTÉ Zoom Eco

Le syndicat des inspecteurs des finances salue l'engagement auprès de l'administration fiscale.

VIGILANCE

Le Syndicat des Inspecteurs des Finances (SIF) a salué le dialogue continu avec l'Inspection Générale des Finances (IGF), signalant une amélioration des relations entre la direction et les travailleurs et une gouvernance collaborative dans l'administration fiscale.

RAPPORTÉ Zoom Eco



EXPLOITATION MINIÈRE ET EXTRACTIVE

Amnesty International appelle l'industrie à cesser ses achats de coltan et d'or rwandais.

HAUT

Amnesty International a lancé un appel public aux sociétés minières et aux négociants pour qu'ils cessent de s'approvisionner en coltan et en or provenant du Rwanda ou y transitant, citant des preuves que ces minéraux proviennent des zones de conflit de la RDC et sont introduits clandestinement pour échapper à la fiscalité et à la réglementation de la RDC.

RAPPORTÉ DeskEco

Les investisseurs américains se précipitent vers les opportunités de minerais critiques de la RDC

HAUT

Les investisseurs américains ont accéléré leur engagement dans le secteur des minéraux critiques de la RDC — cobalt, cuivre, lithium et coltan — avec plusieurs délégations actives en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. L'accélération suit le cadre de l'accord minéral États-Unis–RDC de 2025 et est en partie motivée par la concurrence avec les entreprises chinoises, qui dominent actuellement les mines en exploitation de la RDC. Les investisseurs américains citent les conditions fiscales, l'incertitude de la gouvernance et les déficits d'infrastructure pour le traitement et l'exportation des minéraux comme les principaux obstacles. Le modèle d'intérêt reflète la priorité stratégique de Washington de diversifier les chaînes d'approvisionnement loin des sources contrôlées par la Chine.

RAPPORTÉ DeskEco

RDC: à sa 12eme édition, Makutano lance à Kinshasa un forum consacré à l'industrialisation minière africaine

VIGILANCE

Kinshasa a accueilli la 12e édition du Forum Makutano, dont le thème cette année était l'industrialisation minière en Afrique, et plus particulièrement l'ambition de la RDC de passer de l'exportation de minerai brut à celle de produits minéraux transformés et raffinés. L'événement a réuni des ministres, des dirigeants miniers et des investisseurs internationaux afin d'examiner les conditions nécessaires au développement des capacités de transformation nationales : incitations fiscales, investissements dans les infrastructures, notamment le projet ferroviaire du corridor de Lobito, et renforcement des compétences techniques. Le raffinage de l'hydroxyde de cobalt en sulfate et la fusion du cuivre ont été cités comme des étapes prioritaires de valorisation. La tenue du forum en parallèle de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies a permis aux représentants de la RDC d'informer directement les investisseurs participant aux réunions à New York.

RAPPORTÉ DeskEco

 GÉOPOLITIQUE**L'impasse entre la RDC et le Rwanda persiste, rapporte le président du Burundi**

HAUT

Le président burundais Evariste Ndayishimiye, l'un des principaux médiateurs régionaux dans le différend entre la RDC et le Rwanda, a déclaré publiquement que l'impasse bilatérale persiste et qu'aucune avancée diplomatique n'est en vue. Ses propos interviennent dans un contexte de blocage des négociations des processus de Luanda et de Nairobi : la RDC accuse le Rwanda de soutenir militairement le M23, ce que le Rwanda dément, et les mécanismes de vérification externes se révèlent lents et contestés. L'absence de voie diplomatique permet la poursuite des opérations du M23 au Nord-Kivu et bloque tout calendrier de retrait des forces étrangères. Le pessimisme de Ndayishimiye est d'autant plus remarquable que le Burundi, qui déploie des troupes dans l'est de la RDC dans le cadre de la mission de la CAE, a toujours été perçu comme plus proche de Kigali que de Kinshasa.

RAPPORTÉ

France 24 Afrique

 LISTE DE SURVEILLANCE

- ▶ Suivre les pourparlers bilatéraux et la posture militaire entre la RDC et le Rwanda ; surveiller toute négociation de cessez-le-feu ou tout signe d'escalade.
- ▶ Suivre les allégations de contrebande d'or du M23 ; obtenir les détails du rapport d'Amnesty International et évaluer la réponse du gouvernement de la RDC en matière d'application de la loi.
- ▶ Surveiller le respect par l'industrie de l'appel d'Amnesty International à cesser les achats de minéraux rwandais ; évaluer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement.
- ▶ Obtenir des informations détaillées sur les abus commis par les mineurs de Rubaya et de Lomera ; évaluer l'accès humanitaire et les mesures de protection mises en œuvre par les acteurs de la RDC et les acteurs internationaux.
- ▶ Suivre les annonces des investisseurs américains et les calendriers des projets en RDC pour les minerais critiques ; évaluer les conditions fiscales et le contenu local.
- ▶ Confirmer le nombre total de cas et de décès liés à Ebola à Kisangani et Mambasa ; suivre les taux d'infection des travailleurs de la santé et la trajectoire de l'épidémie.
- ▶ Surveiller l'évolution des marches d'opposition et la réponse en matière de sécurité du gouvernement ; évaluer les implications pour les libertés civiles et l'état de droit.

Avertissement : Ce rapport est généré à l'aide d'outils de renseignement automatisés et open-source et d'informations accessibles au public. Il est fourni à titre informatif uniquement, ne constitue pas un conseil professionnel et peut contenir des inexactitudes ou des omissions ; les destinataires doivent vérifier indépendamment son contenu avant de s'y fier. Conditions générales complètes : <https://tellurianresearch.com/terms-and-conditions/>